

Syrie : Rapports conflictuels entre la Turquie et les rebelles à Idlib



Depuis quelques semaines, la situation militaire est figée dans la région d'Idlib, entre la Turquie et les forces syriennes.

Avec Alain
Rodier

Le 19 mars 2020, Hulusi Akar, le ministre de la défense turc a annoncé la mort de deux de ses soldats tués par des IED lors d'une embuscade menée par des rebelles syriens sur l'autoroute M-4 dans la zone démilitarisée de la province d'Idlib. Elle avait été décrétée lors d'un accord turco-russe de 2018 puis confirmée par un cessez-le-feu signé le 5 mars, les Russes représentant leur allié de Damas. Cette attaque a aussi fait sept blessés. L'embuscade a eu lieu à proximité de la localité de Muhambal est survenue après la publication d'une vidéo montrant une "chambre d'opération" (un état-major commun aux mouvements rebelles de la région) où apparaissent des responsables de Hurras al-Din affilié à Al-Qaïda "canal historique" qui appellent à reprendre les combats et à rejeter les "solutions de capitulation". Hurras al-Din est soupçonné être derrière cette action même s'il n'y a pas eu de revendications. Son objectif est de faire capoter toutes les initiatives qui pourraient être prises pour faire baisser la tension dans la province d'Idlib, dernier bastion tenu par les combattants islamiques (ce qui ne veut pas dire que le reste du pays est pacifié puisque les activistes de Daech - et vraisemblablement d'autres groupes - mènent de nombreuses actions de harcèlement dans les régions tenues par les forces gouvernementales, en particulier dans celle de Homs).

Les patrouilles russes et turques devaient débiter le 15 mars sur cette autoroute qui traverse la province d'Idlib d'Est en Ouest suite à l'accord du 5 mars. Elles ont commencé par rencontrer beaucoup d'opposition de la part des populations qui ont bloqué l'autoroute par des boucliers humains. Depuis, si les militaires turcs s'y sont aventurés à plusieurs reprises, leurs homologues russes sont restés beaucoup plus prudents. A la différence des Turcs, les militaires russes sont peu nombreux au sol dans la région d'Idlib. Il est donc hors de question pour eux de s'engager plus avant d'autant que le Kremlin n'a aucune intention d'augmenter les effectifs militaires. Le souvenir du bourbier afghan est encore très présent dans l'esprit des dirigeants.

Hurras al-Din (les gardiens de la religion) a été fondé en janvier 2018 par des moudjahiddines fidèles à Ayman al-Zawahiri quand le Hayat Tahrir al-Cham (HTC, organisation de libération du Levant) a annoncé se "dissocier" d'Al-Qaïda "central" et s'est rapproché de la Turquie. Les relations entre les deux mouvements ont été tumultueuses mais les dirigeants ont tout fait pour résoudre les conflits en créant des "comités de surveillance". Des actions communes ont même eu lieu comme de formation au sein de la "chambre d'opérations 'encourage les croyants'" en octobre 2018. Cet organisme rassemble des représentants de tous les mouvements rebelles présents à Idlib dont Ansar al-Islam (les défenseurs de l'islam, un groupe salafite historique lié à Al-Qaïda dont le chef "spirituel", le mollah Krekar, coulait des jours heureux en Norvège jusqu'à son expulsion vers l'Italie à la fin mars malgré le coronavirus) qui, lui aussi, a refusé de se désolidariser d'Al-Qaïda "canal historique".

Depuis que les forces syriennes ont lancé le 19 décembre la seconde phase de l'opération "Aube d'Idlib" dont le but est de reprendre la province, la Turquie a resserré ses liens le HTC via les mouvements qu'elle pilote tout en demandant à ses leaders d'adopter une politique plus modérée de manière à satisfaire l'exigence de Moscou de séparer l'ivraie du bon grain". Depuis quelques semaines, la

situation militaire est figée sur le terrain.